



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

prophylaxie

Question écrite n° 18040

Texte de la question

M. Denis Jacquat * appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur les réflexions exprimées par l'Union française pour la santé bucco-dentaire (UFSBD) quant aux dispositions de l'article L. 2132-2-1 du code de la santé publique instaurant un examen bucco-dentaire de prévention et gratuit au bénéfice de tous les enfants dans l'année qui suit leur sixième et douzième anniversaire. Cette excellente mesure doit entrer prochainement en vigueur. Indiquant qu'une mesure de santé publique efficace ne peut faire l'économie d'une démarche de prévention collective de proximité, l'UFSBD met l'accent sur les limites d'une obligation sans réel moyen de sanction et, qui plus est, sur un registre qui touche aux habitudes, aux comportements, à la responsabilité individuelle et familiale. L'UFSBD craint notamment que les visites obligatoires à six ans et à douze ans n'aient qu'un impact limité si elles ne sont pas précédées d'une phase de sensibilisation et d'éducation collective et individuelle, au sein même des établissements scolaires, lieu privilégié d'apprentissage de la vie en société et de l'acquisition du savoir. Aussi souligne-t-elle l'importance de la visite, dans les classes de CP et de 5e, d'un chirurgien-dentiste visant à dédramatiser la future visite au cabinet dentaire et à sensibiliser les enfants à l'importance de conserver et de recouvrer une bonne santé dentaire. Il lui demande donc quel dispositif de promotion, d'accompagnement et d'évaluation il entend mettre en place pour assurer le succès de cette excellente mesure de santé publique qui doit entrer prochainement en vigueur.

Texte de la réponse

L'examen bucco-dentaire de prévention, obligatoire et gratuit, à six ans et à douze ans, qui figure à l'article L. 2132-2-1 du code de la santé publique, est un examen individuel effectué par un chirurgien-dentiste ou un stomatologiste dans un cabinet dentaire. Outre le diagnostic des pathologies éventuelles et le bilan des soins nécessaires, cet examen doit comprendre notamment une éducation et une motivation à la santé bucco-dentaire en collaboration étroite avec les parents, ainsi que des conseils personnalisés sur l'hygiène alimentaire et le rôle protecteur du fluor. Le souci de sensibilisation et d'éducation à la santé constitue une dimension importante de cette mesure. Le caractère obligatoire de cet examen et son inscription dans le carnet de santé de l'enfant devraient constituer une forte incitation, comparable à celle qui existe notamment dans le domaine des vaccinations. En outre, bien qu'aucune sanction n'ait été prévue, il devrait permettre d'atteindre l'ensemble des enfants de chaque classe d'âge. Il convient d'en attendre des effets positifs, tant en matière de soins précoces que de comportement préventif, en particulier quant aux habitudes d'hygiène et de consultation régulière. Les modalités de promotion, d'accompagnement et d'évaluation de cette mesure seront déterminées prochainement, en concertation avec les acteurs concernés professionnels de santé, assurance maladie, éducation nationale, et feront l'objet d'un accord conventionnel.

Données clés

Auteur : [M. Denis Jacquat](#)

Circonscription : Moselle (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18040

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mai 2003, page 3651

Réponse publiée le : 27 octobre 2003, page 8292